



Libérez Omar Alsoumi, militant franco-palestinien !

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce la mise en garde à vue d'Omar Alsoumi, Palestinien en exil et animateur d'Urgence Palestine.

Déjà victime du blocage arbitraire de son compte bancaire, Omar Alsoumi a vu son domicile perquisitionné à l'aube, sous les yeux de sa femme et de ses enfants, avant d'être placé en garde à vue.

Son seul "crime" est d'avoir dénoncé les massacres de civils à Gaza, pourtant documentés par l'ONU et condamnés par le Tribunal pénal international.

Pendant que des soldats franco-israéliens ayant participé à ces crimes contre l'humanité circulent librement en France, la justice choisit de poursuivre pour "apologie du terrorisme" celles et ceux qui défendent les droits du peuple palestinien.

Ce qui arrive à Omar Alsoumi n'est pas un fait isolé.

Les diverses poursuites: intimidations, gardes à vue, interdictions de manifester, blocages de comptes et menaces administratives s'inscrivent dans une stratégie de criminalisation des syndicalistes, associations, militant·es et collectifs solidaires de la Palestine et plus largement du mouvement social.

La FIDH, dans son rapport « Criminalisation et contrôle du récit : la solidarité avec la Palestine en ligne de mire » (octobre 2025), alerte sur cette offensive répressive visant à faire taire les voix de la solidarité.

Être solidaire de la Palestine n'est pas un crime : c'est un devoir.

Alors que des dizaines de milliers de civils ont été massacrés à Gaza, que les infrastructures, les hôpitaux et les terres cultivables ont été détruits, et que soignants et journalistes ont été pris pour cibles, la criminalisation de celles et ceux qui expriment leur indignation constitue un acte de complicité avec les crimes en cours.

Omar Alsoumi est un militant palestinien et français, engagé pour la justice, la dignité et la paix.

Le CNPJ DPI exige la libération immédiate d'Omar Alsoumi et l'abandon de toutes les poursuites à son encontre

Premiers signataires du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association de Solidarité Inter Peuples (ASIP) -Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) -

Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) –Confédération Internationale Solidaire et Écologiste (CISE) – Droit-Solidarité – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)- Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Femmes Égalité - Forum Palestine Citoyenneté – Gauche démocratique et sociale (GDS) - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI)- Les Femmes en noir (FEN) – Les Écologistes EELV - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA-A) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) –Sortir du colonialisme – Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) – Union pour la Reconstruction Communiste (URC) - Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires